

## **Note d'analyse**

**des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement  
dans les tarifs réglementés de vente de gaz naturel  
de la Régie Municipale de Bonneville au 1<sup>er</sup> juillet 2014**

**28 mai 2014**

<b>CONTEXTE ET OBJECTIFS DES TRAVAUX MENES PAR LA CRE</b>	<b>3</b>
<b>PREAMBULE</b>	<b>5</b>
<b>I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE DES COUTS DE LA REGIE MUNICIPALE DE BONNEVILLE</b>	<b>5</b>
1 PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA REGIE MUNICIPALE DE BONNEVILLE ET DU SUIVI ANALYTIQUE DES COUTS PAR ACTIVITE	5
2 REPARTITION DES NATURES DE COUTS LIES A L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX CLIENTS AUX TARIFS REGLEMENTES	6
<b>II. ANALYSE DES COUTS CONSTATES ET PREVISIONNELS DE L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX TARIFS REGLEMENTES DE LA REGIE MUNICIPALE DE BONNEVILLE</b>	<b>6</b>
1 COUTS D'APPROVISIONNEMENT	6
2 COUTS HORS APPROVISIONNEMENT	7
2.1 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT SUPPORTES PAR LA REGIE MUNICIPALE DE BONNEVILLE EN 2013	7
2.2 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT PREVISIONNELS POUR L'ANNEE 2014 ET LE 1ER SEMESTRE 2015	7
2.2.1. COUTS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES	7
2.2.2. COUTS DE COMMERCIALISATION	7
2.2.3. EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS ET DES VOLUMES ASSOCIES	7
2.2.4. CONCLUSION SUR LES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT A PRENDRE EN COMPTE DANS LES TARIFS REGLEMENTES AU 1ER JUILLET 2014	8
<b>III. CONCLUSIONS</b>	<b>8</b>

## Contexte et objectifs des travaux menés par la CRE

### Cadre juridique

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que « *Les tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1* ».

L'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel prévoit que :

*« Pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. La formule tarifaire et les coûts hors approvisionnement permettent de déterminer le coût moyen de fourniture du gaz naturel, à partir duquel sont fixés les tarifs réglementés de vente de celui-ci, en fonction des modalités de desserte des clients concernés.*

*Les coûts hors approvisionnement comprennent notamment :*

- *les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et, le cas échéant, des réseaux de distribution publique de gaz naturel, résultant de l'application des tarifs d'utilisation des infrastructures de gaz fixés par la Commission de régulation de l'énergie ;*
- *les coûts d'utilisation des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;*
- *les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.*

*La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.*

*La Commission de régulation de l'énergie effectue chaque année une analyse détaillée de l'ensemble des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement. Les coûts de commercialisation peuvent être, en cas d'indisponibilité des données, estimés à partir de moyennes. La Commission de régulation de l'énergie intègre notamment dans son analyse les possibilités d'optimisation du portefeuille d'approvisionnement de chaque fournisseur sur la période écoulée. Elle peut proposer aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie de revoir la formule tarifaire ou la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement, afin de prendre en compte l'évolution des coûts dans les tarifs. Elle remet au Gouvernement les résultats de cette analyse et les rend publics, dans le respect du secret des affaires, au plus tard le 15 mai. »*

### Avis de la CRE du 11 avril 2013

La CRE a été saisie, pour avis, par la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur ce projet de décret. Dans sa délibération du 11 avril 2013, elle a émis un avis défavorable au 7ème alinéa de l'article 4, qui encadre l'analyse par la CRE des coûts des fournisseurs aux tarifs réglementés de vente de gaz en observant :

*« La CRE considère, qu'appliquées à l'ensemble des 24 fournisseurs historiques, elles seraient disproportionnées au regard des objectifs de vérification de l'adéquation des tarifs et de transparence qui viennent d'être rappelés, les 22 ELD représentant moins de 5% des sites alimentés aux tarifs réglementés de vente de gaz en France.*

*En tout état de cause, une telle mesure supposerait que le fournisseur historique puisse fournir à la CRE ses comptes détaillés. Or, ce n'est pas toujours possible s'il s'agit d'un fournisseur multi-fluides (eau, gaz, électricité, assainissement) ou qui n'a pas établi de comptes séparés pour ses activités de*

*fourniture et de distribution. En effet, la délibération de la CRE du 7 février 2007 relative aux principes de dissociation comptable applicables aux ELD, qui précise l'article 25 de la loi du 10 février 2000, prévoit que seules les ELD dont le réseau achemine une quantité d'énergie supérieure à 700 GWh doivent tenir des comptes dissociés. L'établissement de la séparation des comptes liés aux activités de fourniture aux tarifs réglementés de vente de gaz de ceux liés aux autres activités pourrait engendrer pour les fournisseurs des coûts disproportionnés au regard des objectifs à atteindre. Seules huit des 22 ELD disposent ainsi à ce jour d'une comptabilité dissociée.*

*Enfin, compte tenu des limites des ressources dont elle dispose, la CRE n'est pas en mesure de procéder à des audits et des contrôles annuels sur la totalité des 24 fournisseurs. Elle rappelle en particulier que ses effectifs et ses moyens n'ont pas été ajustés au fort développement de ses missions et ses activités depuis 2009, avec la transposition des textes européens du troisième paquet sur l'énergie, la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'énergie, et le développement des appels d'offres en matière d'énergies renouvelables.»*

## **Objectifs**

Afin d'éclairer ses prochains avis sur l'évolution des tarifs réglementés de la Régie Municipale de Bonneville, la CRE a procédé à une analyse de ses coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement.

Compte-tenu des difficultés précédemment exposées, la CRE n'a pas été en mesure de mener ses analyses dans les délais prévus par le décret du 16 mai 2013.

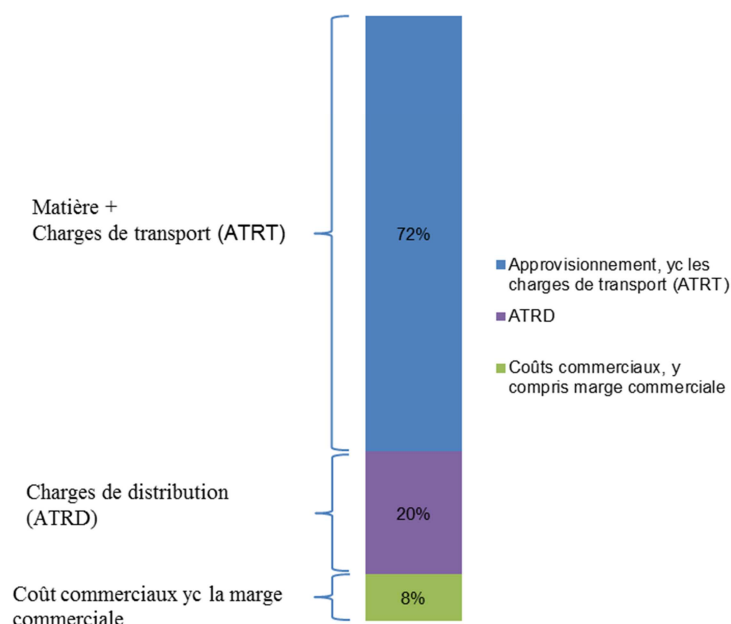
La CRE a adressé à la Régie Municipale de Bonneville, en date du 11 février 2014, un courrier de lancement précisant l'objectif et le cadre de cet exercice. Les échanges se sont déroulés principalement sur les mois d'avril et mai 2014.

Par cette note, la CRE rend compte des résultats de ces travaux.

<b>NB : certains graphiques sont présentés sans échelle, afin de respecter le secret des affaires.</b>
--

## Préambule

En préambule à la présentation des principaux constats effectués lors de ces travaux, le graphique ci-dessous présente, à titre illustratif, les coûts pris en compte dans l'élaboration des tarifs réglementés de vente de la Régie Municipale de Bonneville, et leurs parts respectives en moyenne dans les tarifs appliqués en 2013 :



La facture hors taxes aux tarifs réglementés est constituée de trois composantes :

- les coûts d'achat de gaz (ou « matière ») ;
- les coûts d'infrastructure : coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel (inclus dans le contrat d'approvisionnement) et coûts d'utilisation des réseaux de distribution publique de gaz naturel notamment ;
- les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.

## I. Présentation de la structure des coûts de la Régie Municipale de Bonneville

### 1 Présentation des activités de la Régie Municipale de Bonneville et du suivi analytique des coûts par activité

La Régie Municipale de Bonneville exerce des activités suivantes :

- La production, la distribution et fourniture d'électricité
- La distribution et fourniture de gaz
- La gestion d'un réseau d'initiative publique de fibre optique
- Prestataire de services

La Régie Municipale de Bonneville détient le statut juridique de Régie à Autonomie Financière et Personnalité Morale. C'est une Entreprise Publique Locale, propriété de la ville de Bonneville.

En 2013, le chiffre d'affaires total de la Régie Municipale de Bonneville s'élève à 15,1 M€. La contribution du chiffre d'affaires « électricité » représente 10,4 M€ (soit 69%), le « gaz » 4,4 M€ (soit 29%) et 0,3 M€ (soit 2%) sont liés aux autres activités de l'opérateur.

La Régie Municipale de Bonneville clôture ses comptes au 31 décembre de l'année N. La Régie Municipale de Bonneville a communiqué à la CRE ses comptes 2013.

L'opérateur ne dispose pas de comptes dissociés, ni d'une comptabilité analytique.

## **2 Répartition des natures de coûts liés à l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés**

Le chiffre d'affaires lié l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés de la Régie Municipale de Bonneville s'élève à environ 4,4 M€ en 2013.

A fin 2013, le nombre de clients de la Régie Municipale de Bonneville aux tarifs réglementés est de 1 478 pour une consommation de 77 GWh.

Les clients B1 représentent 69% des effectifs clientèle et 39% de la consommation globale.

## **II. Analyse des coûts constatés et prévisionnels de l'activité de fourniture de gaz aux tarifs réglementés de la Régie Municipale de Bonneville**

En l'absence de comptes dissociés disponibles, la CRE n'est pas en mesure d'appuyer son analyse présentée ci-après sur des données comptables.

### **1 Coûts d'approvisionnement**

La Régie Municipale de Bonneville s'approvisionne au tarif à souscription de GDF SUEZ. L'opérateur a signé le 29 janvier 1997 un contrat d'approvisionnement valable à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2000 et renouvelable tous les ans.

La CRE relève que la Régie Municipale de Bonneville ne dispose pas d'une formule tarifaire conformément au décret n° 2009-1603 du 18 décembre 2009 modifié le 16 mai 2013 qui prévoit que *« pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. »*

La Régie Municipale de Bonneville indique appliquer à ses clients aux tarifs réglementés le tarif réglementé de vente au niveau 3 de GDF Suez, dans un souci de ne pas créer d'écart entre de la Communauté de communes Faucigny Glières distribué par deux GRD différents (la Régie Municipale de Bonneville pour Bonneville et GDF SUEZ pour les 5 autres communes).

La CRE recommande la mise en place d'une formule tarifaire pour La Régie Municipale de Bonneville en application de l'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel.

## **2 Coûts hors approvisionnement**

### **2.1 Analyse des coûts hors approvisionnement supportés par La Régie Municipale de Bonneville en 2013**

Les coûts supportés en 2013 par la Régie Municipale de Bonneville ont été marqués par :

- La part fixe facturée à la Régie Municipale de Bonneville dans le cadre de son contrat d'approvisionnement qui a augmenté au 1<sup>er</sup> avril 2013. Cette hausse prend notamment en compte l'évolution du tarif d'utilisation du réseau de transport de GRTgaz de +8,3% en moyenne<sup>1</sup>.
- l'application de l'évolution du tarif commun d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel des ELD ne présentant pas de comptes dissociés<sup>2</sup> au 1<sup>er</sup> juillet 2013 qui a induit une augmentation sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution de la Régie Municipale de Bonneville.

La Régie Municipale de Bonneville a transmis à la CRE la décomposition de ses coûts par grande nature de charges pour l'exercice 2013. Toutefois, en l'absence de comptabilité dissociée, la CRE n'est pas en mesure de se prononcer sur la couverture de la totalité des coûts supportés par la Régie Municipale de Bonneville par les tarifs réglementés sur l'exercice 2013.

### **2.2 Analyse des coûts hors approvisionnement prévisionnels pour l'année 2014 et le 1er semestre 2015**

#### **2.2.1. Coûts d'utilisation des infrastructures**

La Régie Municipale de Bonneville prévoit la prise en compte dans ses coûts prévisionnels d'évolution de l'ATRD commun, soit une baisse des coûts d'utilisation du réseau de distribution de la Régie Municipale de Bonneville au 1<sup>er</sup> juillet 2014 qui induit une diminution de -1,0%<sup>3</sup>.

L'évolution des coûts d'infrastructure de la Régie Municipale de Bonneville doit être répercutée dans ses tarifs réglementés au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

#### **2.2.2. Coûts de commercialisation**

La Régie Municipale de Bonneville indique prendre en compte une augmentation de l'ordre de +2% du total de ses coûts commerciaux par rapport aux coûts commerciaux constatés en 2013.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions La Régie Municipale de Bonneville relatives à l'évolution de ses coûts commerciaux ne sont pas réalistes.

#### **2.2.3. Evolution du nombre de clients et des volumes associés**

La Régie Municipale de Bonneville prévoit une stabilité du nombre de ses clients pour l'exercice 2014 et de la consommation associée. Pour 2015, la Régie Municipale de Bonneville prend en compte la

---

<sup>1</sup> Délibération de la CRE du 13 décembre 2012

<sup>2</sup> Délibération de la CRE du 25 avril 2013

<sup>3</sup> Délibération de la CRE du 15 mai 2014

suppression de certains tarifs réglementés, ce qui se traduit par une baisse significative du nombre de ses clients et de la consommation associée.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les la Régie Municipale de Bonneville relatives à l'évolution de ses volumes de ventes ne sont pas réalistes.

#### **2.2.4. Conclusion sur les coûts hors approvisionnement à prendre en compte dans les tarifs réglementés au 1<sup>er</sup> juillet 2014**

Compte-tenu des éléments qui précèdent, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés la Régie Municipale de Bonneville au 1<sup>er</sup> juillet 2014 est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts hors approvisionnement, notamment s'agissant des coûts d'infrastructure.

### **III. Conclusions**

A l'issue de ces travaux, la CRE n'est pas en mesure de conclure sur la couverture des coûts par les tarifs réglementés de vente de gaz sur l'exercice 2013, en l'absence de comptabilité dissociée disponible.

S'agissant des coûts d'approvisionnement, la CRE recommande la définition d'une formule tarifaire en application de l'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel.

S'agissant des coûts hors approvisionnement, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de vente de la Régie Municipale de Bonneville, qu'il conviendra de déterminer d'ici au 1<sup>er</sup> juillet 2014, est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts.